

Certains contesteront l'idée que nous imposons notre propre idéologie occidentale, nos propres structures sociales et économiques, et nos usages politiques et judiciaires à des sociétés qui ne partagent pas nos traditions intellectuelles, notre expérience historique et nos réalisations économiques.

Nous n'avons pas l'intention d'imposer un modèle universel à tous les pays. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'un processus graduel, d'une évolution.

Nous ne prétendons pas non plus que notre propre forme de démocratie parlementaire soit la solution universelle. Mais l'échec manifeste de l'idéologie soviétique, entre autres, nous mène plus que jamais à la conclusion qu'il faut encourager, voire exhorter les peuples du monde qui ont essayé sans succès d'autres systèmes à adhérer aux droits de la personne, aux valeurs démocratiques et aux marchés libres que nous avons établis, avec d'autres, au fil des décennies et même des siècles.

Pour atteindre nos objectifs, nous avons confirmé notre détermination d'appuyer et d'utiliser les organisations internationales plus efficacement. Les Nations Unies, libérées des vétos suffocants de la Guerre froide, subissent actuellement une revitalisation, et elles sont notre principal point de mire. Cela en soi ne constitue pas une nouvelle orientation de la politique étrangère canadienne. Le multiculturalisme est depuis longtemps un mantra des Canadiens.

Ce qui est nouveau, c'est la détermination que manifestent de plus en plus les autres pays de se servir des institutions multilatérales, ce qui les rend plus efficaces. C'est peut-être le plus grand changement que l'on observe dans le contexte mondial. Les conflits et l'insécurité ont toujours existé, de même que l'interdépendance, mais ce n'est que récemment que s'est manifestée dans le monde entier une volonté aussi forte d'agir par le biais des institutions multilatérales à propos de questions aussi diverses.

On est loin de mesurer le potentiel de cette volonté politique; il suffit de regarder un instant CNN pour s'en convaincre. Elle ouvre pourtant d'énormes possibilités pour la résolution des problèmes et le règlement des conflits par l'intermédiaire des Nations Unies et de bien d'autres institutions multilatérales.

L'ONU demeure la pierre angulaire du système politique mondial et l'instrument par excellence de la gestion des conflits. L'«agenda pour la paix», du Secrétaire général, premier examen général des objectifs de l'ONU depuis sa fondation, trace la voie à suivre pour l'ONU: diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix et établissement des conditions d'une paix durable.